

Les grèves de 1947, effacées de la mémoire nationale

PAR NICOLAS CHEVASSUS-AU-LOUIS

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 19 NOVEMBRE 2017



Carte d'adhésion à la CGT en 1947

Du 10 novembre au 9 décembre 1947, la France connaît le conflit ouvrier le plus sanglant depuis la Commune. De Marseille au Pas-de-Calais, grèves, sabotage et répression feront des dizaines de morts. L'historien Robert Mencherini tente, dans *Guerre froide, grèves rouges*, de comprendre l'amnésie collective face à ce mouvement. Est-ce parce qu'il s'acheva par la division, toujours actuelle, du monde syndical français ?

Un mois de grève, du 10 novembre au 9 décembre ; des dizaines de morts ; un pays au bord de l'explosion, avec des accusations croisées de coup d'État imminent entre gaullistes, socialistes et communistes. Et pourtant un quasi-oubli, hormis dans quelques cercles militants. On a célébré les grèves de 1936, on s'apprête à célébrer celles de 1968, mais celles de l'automne 1947 restent absentes de la mémoire nationale, sans doute parce que trop clivantes. Saluons donc l'initiative des éditions Syllepse de rééditer, dans une version actualisée, *Guerre froide, grèves rouges. Les grèves « insurrectionnelles » de 1947* de l'historien Robert Mencherini. Paru pour la première fois en 1998, ce livre reste la seule étude de fond sur les événements français de l'automne 1947. Une preuve de plus que ces derniers dérangent.

Mencherini est provençal, et spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier dans les Bouches-du-Rhône. La précision est importante. Car c'est à Marseille que commence le mouvement. L'étincelle ? L'arrestation de quatre militants communistes ayant refusé de payer

leur ticket de tramway dans le cadre d'une campagne contre l'augmentation de son prix. Les poudres ? Les pénuries et les difficultés de ravitaillement. Trois ans après la Libération, elles affectent toute la France, mais sont particulièrement intenses à Marseille, comme elles l'avaient été sous l'Occupation. S'y ajoute un épisode politique local : aux élections municipales d'octobre 1947, le maire communiste de Marseille, Jean Cristofol, est battu de justesse par Michel Carlini, candidat du Rassemblement du peuple français (RPF), la formation que vient de créer le général de Gaulle. Carlini s'est appuyé sur les réseaux mafieux corses qui tiennent en partie la ville, et gangrènent son administration. À l'occasion d'une manifestation pour la libération des quatre cégétistes, Carlini est très vivement pris à partie. Puis la foule se dirige vers les bars interlopes du centre-ville, de notoriété publique liés au crime organisé, dans l'intention de les saccager. Les mafieux se défendent. Un jeune ouvrier communiste, Vincent Voulant, meurt sous leurs tirs. C'est la première victime de ce long conflit, le plus sanglant qu'ait connu la France depuis la Commune.

Lors des obsèques de Voulant, le 14 novembre, les trois quarts des salariés marseillais sont en grève. Quelques jours plus tard, le mouvement s'étend aux mines du Pas-de-Calais. Puis aux métallurgistes parisiens, au bâtiment, aux cheminots. Les instituteurs du département de la Seine, fait sans précédent dans une profession habituée à respecter la continuité du service, **entrent en grève illimitée**. Les écoles sont fermées, et le métro s'interrompt parfois du fait des arrêts de travail dans les centrales électriques. L'ambiance dans les usines en grève est des plus tendue. « On se méfie des provocateurs, on a reçu de telles leçons depuis juin 36. J'ai toujours été accompagné d'un responsable à brassard, et plus de dix fois on nous a demandé nos papiers, on a vérifié "l'ordre de mission". Méfiance également à l'égard des possibilités, des hasards, de l'éventuelle bataille », écrit le **journaliste et écrivain Roger Vailland** dans un reportage (*Action*, 26 novembre 1947) sur la citadelle ouvrière de Boulogne-Billancourt. Le président du Conseil, le socialiste Paul Ramadier surnommé « Ramadier-la-

vie-chère » par les grévistes qui placent l'amélioration du ravitaillement au cœur de leurs revendications, démissionne. De sociale, la crise devient politique.

Depuis la Libération, démocrates-chrétiens du Mouvement républicain populaire (MRP), socialistes de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et communistes gouvernaient ensemble. Mais depuis mai, ces derniers ont été évincés du gouvernement. Léon Blum, l'homme du Front populaire, tente de succéder à Ramadier mais échoue à trouver une majorité à la Chambre. C'est finalement le MRP Robert Schuman, qui devient président du Conseil le 24 novembre. C'est la première fois depuis le départ du général deGaulle du gouvernement en janvier 1946 que la présidence du Conseil échappe aux socialistes. Bref, le pays vire à droite.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

La fin des grèves se fait plus violente encore. Et d'une violence souvent fratricide. Faut-il ou non reprendre le travail ? Au sein de la CGT, qui compte alors six millions de syndiqués, et mène le mouvement, les avis sont divergents. La majorité, philocommuniste, défend la poursuite de la lutte. La minorité, regroupée dans la tendance Force ouvrière, appelle à compter du 26 novembre à la reprise du travail. On en vient aux insultes, aux mains, entre travailleurs. Et la police, qui use pour la première fois de gaz lacrymogènes, combat les manifestations ouvrières avec un mélange de violence et de maladresse. Mal équipés de casques qui ne protègent pas la nuque et de vareuses étroites, gendarmes et CRS distribuent les coups de crosse. Les blessés se comptent par dizaines parmi les manifestants, et parfois les morts, comme à Valence le 3 décembre, lorsque les forces de l'ordre, dépassées par une manifestation visant à occuper la gare, usent de leurs armes à feu. La nuit précédente, **le Paris-Tourcoing a déraillé à la suite d'un sabotage des voies ferrées**, faisant 16 morts.

Grèves « insurrectionnelles » ?

Qui en est responsable ? Pour *L'Humanité*, ce sont les hommes du « plan bleu », inlassablement dénoncé depuis le départ du PCF du gouvernement, à savoir une réputée alliance des gaullistes et d'anciens fascistes

visant à renverser la République. Pour *Le Populaire*, organe de la SFIO, le déraillement est un acte de sabotage perpétré par les communistes. Il semble que tel ait bien été le cas, les cheminots grévistes ayant voulu, sur la foi de mauvaises informations, faire dérailler un train qu'ils croyaient transporter des renforts de CRS venant réprimer la grève des houillères. Trois ans après l'Occupation, **la culture du déraillement et du sabotage** est toujours présente parmi les cheminots.



1947, après le déraillement du train Paris-Tourcoing.
© Ina, capture d'écran d'un film des actualités de 1947

Pourtant, le travail reprend, à l'appel de la CGT le 9 décembre. Le syndicat fait mine d'avoir obtenu gain de cause. Les avancées sont en réalité minimales : une prime mensuelle de 1 500 francs à tous les travailleurs, une augmentation, d'un montant non défini, du salaire minimum garanti (ancêtre du Smic), une augmentation de 22 % des allocations familiales, et l'absence de sanction pour fait de grève. La répression étatique s'abat sur les grévistes. « *Selon les chiffres du ministère de l'intérieur, 1 375 personnes arrêtées font l'objet de poursuites judiciaires dont plus du tiers dans le département de la Seine et 20 % dans les Bouches-du-Rhône* », note Mencherini qui poursuit « *pour avoir un bilan complet de la répression, il faut adjoindre aux condamnations judiciaires les licenciements et sanctions intervenus à la suite des grèves* ». À la SNCF, on compte ainsi plus d'un millier d'agents sanctionnés dont 93 révoqués. À la poste, 30 à titre définitif et 57 à titre temporaire.

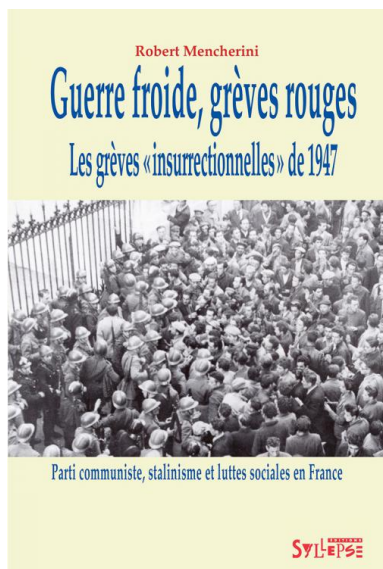
Le livre de Mencherini raconte, comme on vient de tenter de les résumer, les grèves de l'automne 1947. Surtout, il s'efforce d'en comprendre la genèse. Il y a en la matière **une vulgate, née de l'époque** : le PCF aurait tenté de prendre le pouvoir par la force par des grèves insurrectionnelles. Mais ce dernier adjectif,

Mencherini ne l'utilise qu'entre guillemets dans le titre de son livre. Insurrectionnelles, les grèves le sont peut-être par la détermination des manifestants. Ce n'est pas tous les jours que des grévistes s'emparent d'automitrailleuses de l'armée et les font défiler avec eux, comme c'est le cas à Saint-Étienne le 29 novembre 1947. Mais elles ne le sont certainement pas au sens d'une intention insurrectionnelle fomentée et délibérée. En aucun cas, montre Mencherini, le PCF n'a essayé de prendre le pouvoir en France à l'automne 1947. Du reste, son secrétaire général, Maurice Thorez, est à Moscou, pour célébrer l'anniversaire de la Révolution de 1917, au moment où éclatent les grèves, ce qui est peu avisé pour un supposé meneur. Le 18 novembre, il y rencontre Staline. Le dirigeant soviétique condamne clairement, montre Mencherini, les grèves françaises, mais encourage la lutte contre le plan Marshall, par lequel les États-Unis proposent de financer la reconstruction de l'Europe. Quelques semaines plus tôt, les dirigeants du PCF ont essuyé une volée de bois vert à la conférence de Szklarska Poreba (Pologne) fondant le Kominform, sorte de résurrection de la Troisième Internationale limitée aux partis communistes de l'est européen et à leurs homologues français et italiens. La ligne du PCF y a été vivement critiquée pour son manque de pugnacité, comme si le parti se considérait toujours, en dépit de son éviction du gouvernement, comme un parti de gouvernement.

La subtilité du livre de Mencherini tient dans son analyse de la manière dont les conclusions de la conférence fondatrice du Kominform ont pu être interprétées par les militants du PCF. Nombre d'entre eux, désireux d'en découdre avec un pouvoir incapable d'assurer trois ans après la Libération un ravitaillement digne de ce nom, y ont vu une incitation à l'action insurrectionnelle immédiate. Mais l'appareil du parti ne s'est lui-même jamais hasardé à encourager l'insurrection. Pour Mencherini, la violence des grèves de 1947 s'explique par une succession de « *dérapages* » tant par rapport aux consignes du comité de grève national animé par la CGT que par rapport à la ligne du PCF, qui ne sait pas à vrai dire ce qu'elle est, tant le parti ne s'est pas encore

remis de son éviction du gouvernement cinq mois plus tôt. « *L'épisode de 1947 semble représentatif de ces moments de décalage qui interviennent entre la stratégie du Kremlin et les pratiques communistes en France. Ces périodes ont la caractéristique commune de combiner une forte volonté de changement ou un fort mécontentement ouvrier avec une redéfinition de la ligne soviétique* », note Mencherini qui souligne l'ampleur des conséquences pour le PCF : « *La stratégie du Front populaire, de la Résistance et de la Libération [stratégie d'alliance avec d'autres forces de gauche – ndlr] est balayée par ce séisme destructeur.* »

Les grandes grèves de l'automne 1947 se trouvent ainsi au croisement de considérations nationales – les difficultés de ravitaillement autant que les conflits politiques au sein de cette « Troisième voie » qui entend gouverner à l'écart des gaullistes comme des communistes – et internationales – le début de la guerre froide. Mais elles sont surtout à l'origine d'un éclatement du paysage syndical français. En décembre 1947, le courant Force ouvrière, emmené par Léon Jouhaux, quitte la CGT pour former une nouvelle confédération syndicale. La Fédération de l'Éducation nationale (FEN) de la CGT décide à son tour, après les grèves de 1947, de devenir autonome. Une scission majoritaire de la FEN donnera naissance en 1993 à la Fédération syndicale unitaire (FSU). Les événements de l'automne 1947 sont ainsi à l'origine de la division actuelle – tout à fait atypique en Europe – du monde syndical français.



*Guerre froide, grèves rouges. Les grèves
« insurrectionnelles » de 1947.*
Syllepse, 2017. 368 pages. 25 €.

Robert Mencherini

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.